



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article339>

Retraites : Une issue politique pour en finir avec le système antidémocratique et antisocial

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : samedi 6 novembre 2010

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Octobre noir pour la démocratie sociale. Le 27 de ce mois restera sans doute dans l'histoire comme le jour où le Parlement s'est aligné une fois de trop sur le diktat gouvernemental et a mis fin au droit à la retraite à 60 ans, avec toutes les conséquences qui en découlent. Contre cette décision, les premiers intéressés se sont dressés en masse avec leurs syndicats. Cette émergence de la lutte, nettement affirmée, a permis à l'immense majorité de la population d'exprimer, elle aussi, son rejet de tout le système politique en place qui, depuis des décennies accumule les régressions sociales.

En affichant une fois encore leur propre faillite, les députés et sénateurs, ont renouvelé la forfaiture par laquelle ils ont avalisé le traité de Lisbonne. Ce traité, qui reprenait avec une exactitude à peine recolorée le « traité constitutionnel européen », avait lui aussi été rejeté par le peuple le 29 mai 2005 mais avait été imposé par une caste politique illégitime.

Faudrait-il, tous les cinq ans, voir le peuple humilié par ceux qui sont censés le représenter ?

Les couches sociales qui détiennent le pouvoir considèrent aujourd'hui nécessaire ce déni permanent de démocratie. Leurs représentations politiques s'entendent, d'ailleurs, pour affirmer que l'affaire des retraites est close jusqu'en 2012, pour les prochaines élections. Les partis qui se partagent le pouvoir depuis des décennies prévoient de consulter alors le peuple pour savoir à quelle sauce il doit être mangé et comment doit s'organiser l'allongement de la durée du travail.

En face, le mouvement de rejet qui s'est exprimé par la grève, la manifestation et toutes sortes de soutiens populaires, n'a pas de représentation politique digne de ce nom. En effet, les partisans du système actuel, regroupés en deux forces principales, se sont installés depuis 1983 dans une acceptation des lois du marché et du chômage de masse. Acceptation agressive pour les uns, résignée pour les autres.

Mais le refus qui a mis en mouvement la société dans son ensemble montre qu'il est possible d'en finir avec ce système qui permet, qui favorise même, la réaction politique et sociale dans tous les domaines. Il est temps que ce mouvement trouve une expression politique et un prolongement qui sorte le pays de la crise. Ce qui est, en définitive, à l'ordre du jour, c'est une nouvelle constitution qui mette un terme à la défaillance de la représentation politique. Il est temps que le peuple lui-même prenne son sort en mains, au travers d'assemblées locales rédigeant les cahiers de doléance et élisant ses représentants au suffrage universel, pour former une Assemblée constituante.

L'effervescence politique qui a mobilisé tout un peuple dans sa lutte contre la réforme des retraites doit trouver une issue. Associations, partis, multitudes de regroupements de citoyens, ont renoué avec la pratique du débat qui a marqué la lutte victorieuse pour le non au référendum de 2005 et la lutte contre le CPE de 2006. Cet esprit de résistance qui anime le pays a vocation à déboucher sur une entreprise de reconquête.